CFP Quimper
3 bd du Finistère
CS
29107 Quimper

solidairesfinancespubliques.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr

Comité Social d'Administration du 16 juin 2025
Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Notre ministre des comptes publics, Amélie de Montchalin, vient d'affirmer à nouveau que les ministères devront dépenser moins l'année prochaine, appelant à de nouvelles économies, à la suppression d'agences, d'opérateurs de l'État et de postes d'agent·es publics.

Elle a également déclaré qu'il faut "une réorganisation massive de l'Etat, revoir les recrutements et les revalorisations salariales". Selon elle, "le compte n'y est pas".

C'est surtout pour les agent·es et les services publics qu'il n'y est pas.

Il n'y a pas eu de revalorisations salariales générales depuis déjà bien longtemps dans la fonction publique alors même que la situation pour de nombreux·es agent·es est de plus en plus difficile. Le décrochage entre les salaires du public et du privé est bien réel et n'est ni soutenable pour les agent·es publics ni justifiable.

Pourtant, l'État devrait être un employeur exemplaire vis-à-vis de celles et ceux qui font chaque jour tenir les services publics, facteurs de redistribution et de cohésion sociale.

Ce qu'annonce Amélie de Montchalin n'est ni plus ni moins qu'une étape de plus dans la destruction des politiques publiques et des services publics que la population plébiscite pourtant et dont on sait que lorsqu'ils disparaissent, grandissent colère et sentiment d'abandon faisant le lit de l'extrême droite.

Pour **Solidaires**, il faut au contraire augmenter les salaires des agent·es publics, levier indispensable pour rendre attractive la fonction publique, notamment en revalorisant le point d'indice.
Il faut également donner des moyens humains et matériels aux services publics pour qu'ils soient accessibles à toute la population dans tous les territoires.
La santé, l'éducation, la culture et tous les autres services publics sont notre bien commun.
Les agent·es publics et les services publics ne sont pas un coût mais bien une richesse. Or le budget 2026 risque d'être désastreux pour la Fonction publique, les services publics et les fonctionnaires; une fois encore le choix des économies sous prétexte d'efficacité mettra à mal l'intérêt général, et ne fera qu'accentuer l'exaspération de nos collègues.

Nous invitons ainsi, et nous y reviendrons dans cette instance, la DG et vous-même à une grande prudence quand vous vous accordez des auto-satisfecits sans prendre en compte "la vraie vie des services".

Seulement 33 % des répondant.es se projettent favorablement dans leur avenir professionnel, ce qui est très en deçà des 67 % enregistrés dans l'ensemble de la fonction publique d'État.
33 % des agent.es se sentent fatigué.es, 30 % se disent désabusé.es, 26% inquiet.es.
Seuls 23 % des personnels de la DGFiP se sentent acteurs des changements qui les concernent, moins d'un

sur deux se sent reconnu et valorisé dans son travail.

Certes, certains items marquent une évolution favorable par rapport aux années précédentes, mais comment se satisfaire d'une « amélioration » aussi fragile des conditions de travail ?
Solidaires Finances Publiques ne peut se contenter de ces discours systématiquement optimistes sur nos missions et nos conditions de travail, tenus par les responsables de notre administration. Cette propension à nier la dégradation des conditions de travail, à ne pas prendre en compte les constats issus des enquêtes successives, n'est plus tolérable.
Il est urgent que la DGFiP engage une véritable politique sur la santé, la sécurité et l'amélioration des conditions de travail de tous les agent.es.

Or la question de la dégradation des conditions de travail est plus que jamais centrale au sein de la DGFiP, avec 8 suicides et tentatives de suicide survenus depuis le début de l'année, qui ne peuvent être considérés comme de simples drames individuels. Par leur gravité, leur fréquence, le fait que certains se sont déroulés sur le lieu et le temps de travail, ils révèlent une crise profonde, un dysfonctionnement struturel enraciné dans des conditions de travail fortement dégradées: empilement de réformes, restructurations permanentes, suppressions massives de postes, moyens insuffisants, désorganisation des collectifs. C'est tout un système à bout qui pèse sur la santé des personnels.

Le rapport annuel du Médecin du Travail pour 2024 mentionnait la souffrance au travail comme l'un des motifs de consultation dans notre département.

Autre sujet d'inquiétude, il semble bien que, conformément à son habitude, la DGFiP ait anticipé les desideratas politiciens en pratiquant une première revue de missions. A première vue, la note du 15 mai, que notre organisation syndicale vous a demandé d'inscrire à l'ordre du jour de cette instance, concerne essentiellement les PCE, mais sont également impactés par ricochet les services de gestion, de programmation et de contrôle tant à l'échelon départemental qu'interrégional.
Et comme toujours, et sans tirer les leçons des expériences passées, la DGFiP anticipe l'arrivée de nouveaux outils (facturation électronique) ou le développement de l'analyse de données (aux effets encore très très incertains) pour sabrer ses services et démotiver un peu plus ses agents.

Les sections syndicales de **Solidaires Finances Publiques** de l'inter-région Centre Ouest (Bretagne, Centre, Pays de la Loire) ont interpellé le 26 mai à Rennes, Mme Sylvie GUILLOUËT, notre Déléguée de la Directrice Générale sur les sujets d'actualité (Dialogue social, Conditions de travail, PSC, affectations des cadres A, géomètres, Justice fiscale).
Nous lui avons également remis notre alerte «Pour une DGFIP présente sur tous les territoires et au service de toutes et tous !». Une vingtaine de militant.es ont rappelé que le discours officiel de la DG n'était que paroles et effets d'annonces. Les agentes et agents veulent du concret ! Mme Guillouët, comme ses prédécesseurs, demeure la voix de sa maîtresse : «la DGFiP est vigilante...vigilante sur tout...tout n'est pas si noir !». **Heureusement qu'on a mis du rose dans sa vie !**

Nous terminerons par le choc de l'annonce par le ministère du choix d'ALAN et de la GMF à la place de l'actuelle mutuelle référencée pour assurer la complémentaire Santé-Prévoyance (PSC) des agent.es des Finances. Les fédérations syndicales ont unanimement voté contre le classement proposé en santé par le Ministère. La fragile start up ALAN, à la pérennité non assurée, est, à l'opposé des valeurs mutualistes, le pire choix possible pour les agentes et les agents du Ministère.

Fondée sur une relation exclusivement digitale avec les assuré.es, ALAN a remporté plusieurs marchés publics, en jouant habilement avec les règles, et en prétendant être en capacité de faire mieux tout en étant moins cher. Ce qui n'a jamais pu être démontré. C'est donc un choix purement idéologique au détriment de la stabilité et du besoin de proximité des agent.es.

Solidaires Finances attend la réponse de la Secrétaire Générale du ministère et du président de la commission de suivi à sa demande de transparence sur le processus administratif qui a conduit à ce que les ministres fassent le pire des choix.
Sans réponse à ce jour du Ministère des Finances, **Solidaires Finances** avec l'intersyndicale des Finances a prévu un rassemblement mercredi prochain devant Bercy.